



Centre Régional des
Œuvres
Universitaires et
Scolaires
De Reims

14b, allée des
Landais
CS40046
51726 REIMS Cedex

Service des Achats et
Marchés publics

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Procédure n° 2025/003L

Objet : Remplacement d'un comptoir de vente accessible aux PMR à la cafétéria des Sciences au Campus Moulin de la Housse à Reims

Date et heure limites de remise des offres

Le Lundi 30 juin 2025 avant 12 heures 00

Table des matières

CHAPITRE 1 – CLAUSES ADMINISTRATIVES	3
ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	3
ARTICLE 2 – OBJET ET LIEU D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	3
2.1 OBJET DU MARCHÉ	3
2.2 Décomposition des prestations.....	3
2.1.1. Prestations de base, objet du marché	3
2.1.2. Prestation supplémentaire éventuelle (PSE).....	4
2.3 LIEU D'EXÉCUTION ET VISITE DE SITE	4
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 4 – VARIANTE	5
ARTICLE 5 – ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 6 – INTERVENANTS À LA CONSULTATION	5
ARTICLE 8 – PIÈCES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 9 – SOUS - TRAITANCE	5
ARTICLE 10 – EXÉCUTION FINANCIÈRE DU MARCHÉ	5
11.1 CONTENU ET FORME DU PRIX	5
11.2 ACTUALISATION	6
11.3 RÈGLEMENT DES COMPTES	6
12.3.1. Présentation des factures, des états d'acomptes	6
12.3.2. Transmission des factures, des états d'acomptes	6
CHAPITRE 2 – CLAUSES TECHNIQUES.....	7
ARTICLE 11 – CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES	7
11.1 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE LA PRESENTATION DE BASE	7
11.1.1 Déposes & Consignation des réseaux & équipements techniques	7
11.1.2 Déménagement des équipements conservés	8
11.1.3 Protection des ouvrages	8
11.1.4 Fourniture et pose de mobilier sur mesure	8
11.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE LA PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE : Fourniture, pose et raccordement d'un lave-vaisselle	10
11.3 CONNAISSANCE DES LIEUX	11
11.4 CONDITION D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	11
11.7.1 Base vie et accès au chantier	11
11.7.2 Préservation des ouvrages et mobiliers existants	12
11.7.3 Nettoyage du chantier.....	12
11.7.4 Dispositions relatives aux déchets de chantier	12
11.8 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE	13
11.9 QUALIFICATION DU TITULAIRE	13
11.10 PRESCRIPTIONS - NORMES – DUT	13
11.11 DOCUMENTS À FOURNIR	13
ARTICLE 11 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	14
11.1. VÉRIFICATIONS TECHNIQUES.....	14
11.2. OPÉRATIONS DE RÉCEPTION	14
11.3. TRAVAUX DÉFECTUEUX	14
11.4. PÉNALITÉS	14
11.4.1. Pénalité de retard	14
11.4.2. Pénalité pour non-respect de protection des ouvrages existants et des lieux et pour non-respect des dispositions relatives aux déchets	14
11.5. MESURES COERCITIVES DIVERSES.....	15
ARTICLE 12 – DÉROGATION AU CCAG – Travaux	15

CHAPITRE 1 – CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Reims.

Présentation de l'acheteur Public :

Établissement public administratif, le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Reims gère des cafétérias et des restaurants implantés au cœur d'universités, de grandes écoles et d'instituts de l'enseignement supérieur. Sa mission est d'accompagner l'étudiant dans son parcours universitaire et lui permettre de disposer d'une restauration à caractère social.

Le Crous de Reims est sis, 14 B allée des Landais – CS 40046 – 51726 Reims cedex

Tel. : 03.26.50.59.17 – Siret : 185 102 001 00327

Courriel : achat@crous-reims.fr

Site internet : www.crous-reims.fr

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur **Raymond CARRASSET**, Directeur général du Crous de Reims.

ARTICLE 2 – OBJET ET LIEU D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

2.1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation est relative aux travaux de remplacement du comptoir de la Cafétéria des Sciences à REIMS au campus Moulin de la Housse à Reims.

Aussi, le titulaire pourrait éventuellement assurer les prestations de fourniture et de pose d'un lave-vaisselle sous le comptoir vitrine.

La description détaillée des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Chapitre n°2 du présent cahier des clauses techniques particulières (CCP).

Les prestations incluent les actions de réduction de la production et/ou de la dangerosité des déchets et celles de mise en filières de recyclage (et/ou autres formes de valorisation et/ou d'élimination), incluant la logistique sur chantier et vers lesdites filières, conformes à la réglementation.

Il est expressément stipulé que ces descriptions et indications ne sont pas exhaustifs. De ce fait, les entrepreneurs devront prévoir tous les ouvrages, de leur spécialité, nécessaires à la parfaite réalisation des prestations, même s'ils ont été omis dans les divers documents du présent marché, et ce, sans supplément au prix forfaitaire.

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont :

45421151	Installation de cuisines équipées
39141000-2	Mobilier et agencement de cuisine
39713100-4	Lave-vaisselle
39172100-9	Comptoirs de distribution de repas.

2.2 Décomposition des prestations

Le marché comporte des prestations de bases auxquelles s'ajoutent des prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

2.1.1. Prestations de base, objet du marché

Les prestations à réaliser comprendront les opérations suivantes :

- Le démontage, la dépose et la démolition complète du comptoir vitrine existante ;
- Le déménagement, le stockage et l'inventaire des équipements existants ;
- Tout coupement et/ou descellement, sciage et/ou démolition d'ouvrages nécessaires et bouchements ;
- Tous accessoires et sujétions de déposes, démolitions ;
- L'évacuation des équipements et gravois en zone de stockage, compris tri sélectif et enlèvement en décharge appropriée ;
- La conception, fabrication, fourniture et pose d'un comptoir sur mesure permettant d'intégrer les éléments décrits ci-après (rangements, lave-vaisselle, éviers, vitrines réfrigérées à encastrer, caisse enregistreuse, etc.) ;
- Toutes les coupes, découpes, percements, réservations, accessoires de finition et sujétions de mise en œuvre pour permettre la fabrication de ce comptoir sur mesure ;
- La fourniture, la pose et le raccordement d'un mitigeur sur plan à commande automatique ;
- La fourniture et à la pose, compris raccordement, d'une vitrine réfrigérée.

2.1.2. Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

La prestation supplémentaire éventuelle que le pouvoir adjudicateur se réserve de retenir ou non lors de l'attribution du marché consiste en la fourniture et la pose, y compris le raccordement d'un lave-vaisselle sous le comptoir.

La PSE est obligatoire. Les candidats devront obligatoirement proposer une offre sur la prestation de base et une offre sur la PSE. Ainsi, les prix correspondant à la PSE proposées par le titulaire dans son offre initiale seront inscrits à l'acte d'engagement. Toutefois, cette inscription ne signifie pas que les PSE sont retenues.

2.3 LIEU D'EXÉCUTION ET VISITE DE SITE

Les prestations seront exécutées sur le site de la cafétéria des Sciences au Campus Moulin de La House à Reims sis 4 Chemin des Rouliers, 51100 Reims.

La visite du site avant la remise des offres est obligatoire, sur rendez-vous.

Les référents du Crous de Reims à contacter pour effectuer les visites de site sont indiqués dans le tableau suivant :

Conduite d'opérations :	Chargés d'opérations :
Service Patrimoine et Technique 14b, Allée des Landais – CS 40046 51726 REIMS CEDEX	Farid BOUZIDI Courriel : fbouzidi@crous-reims.fr Tel : 06 07 35 77 02 / 03 26 50 40 63 Marylou ETIENNE Courriel: metienne@crous-reims.fr Tel : 06 62 40 23 47

En tout état de cause, le titulaire ne pourra pas se prévaloir au cours de l'exécution du marché, d'une méconnaissance du site pour justifier un surcoût ou une incapacité de réaliser ses prestations.

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à sa date de notification.

L'exécution des prestations débute à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission. Elle s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement du marché de travaux correspondant », ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

La durée prévisionnelle du chantier est de deux semaines maximums d'intervention sur le site.

Les travaux devront être réalisés pendant les congés estivaux ou de la Toussaint aux dates de fermetures de la cafétéria des sciences. Les dates de fermeture de la cafétéria sont les suivantes : du 11 /07/ 2025 au 22/08/ 2025 pour les congés estivaux et du 18/10/2025 au 03/11/2025 pour les congés de la toussaint. Les travaux devront obligatoirement être réalisés et terminés pendant les périodes de fermeture de l'établissement. L'entreprise prévoira dans son offre, la remise d'un planning de réalisation des travaux.

Le marché n'est ni renouvelable, ni reconductible (tacitement ou expressément).

ARTICLE 4 – VARIANTE

Le Crous de Reims n'autorise pas la présentation de variantes.

ARTICLE 5 – ALLOTISSEMENT

Le marché est non alloti conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du Code de la Commande publique. En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

ARTICLE 6 – INTERVENANTS À LA CONSULTATION

La maîtrise d'œuvre ainsi que la conduite des opérations seront assurées par le service Patrimoine du Crous de Reims. Les référents de ce service, acteur du projet sont identifiés comme suit :

Conduite d'opérations :	Chargés d'opérations :
Service Patrimoine et Technique 14 b, Allée des Landais – CS 40046 51726 REIMS CEDEX	Farid BOUZIDI Courriel : fbouzidi@crous-reims.fr Tel : 06 07 35 77 02 / 03 26 50 40 63 Marylou ETIENNE Courriel : metienne@crous-reims.fr Tel : 06 62 40 23 47

ARTICLE 8 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont énumérées ci-dessous, par ordre décroissant de priorité :

- Acte d'engagement et son annexe financière ;
- Cahier des clauses particulières, ainsi que son annexe (Cahier des plans) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>
- Offre du titulaire.

ARTICLE 9 – SOUS - TRAITANCE

Conformément aux articles L2193-4 à L2193-6 du code de la commande publique, le titulaire soumet à l'agrément du Crous de Reims l'ensemble des sous-traitants auxquels il fait appel. Le non-respect de cette formalité expose le titulaire à la résiliation du marché à ses torts.

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement doivent être constatés par un acte spécial signé par le Crous de Reims et le titulaire et conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-14 du code de la commande publique.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, le dossier de déclaration devra comporter les mêmes pièces justificatives que celles demandées pour la présentation d'un sous-traitant en phase de consultation.

ARTICLE 10 – EXÉCUTION FINANCIÈRE DU MARCHÉ

11.1 CONTENU ET FORME DU PRIX

L'unité monétaire applicable est l'Euro.

Le marché est conclu à prix global forfaitaire.

Les prix indiqués à l'acte d'engagement sont fermes et actualisables, conformément à l'article R2112-9 à -12 du code de la commande publique.

11.2 ACTUALISATION

Dans le cas où l'exécution des prestations interviendrait plus de 3 mois après la date d'établissement du prix, celui-ci pourra être actualisé.

L'actualisation du prix s'effectue sur la base du prix initial renseigné à l'acte d'engagement. Les prix renseignés à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres, c'est-à-dire au mois de juin 2025. Ce mois est appelé « mois 0 » (M0).

L'actualisation du prix est opérée aux conditions économiques observées à une date antérieure de 3 mois au début d'exécution des prestations.

Le prix actualisé est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$Pa = Po \times (IM-3 / IM0)$$

Où :

Pa est le prix actualisé

P0 est le prix indiqué à l'acte d'engagement.

IM0 est la valeur de l'indice de référence pour le mois M0 d'établissement des prix initiaux.

IM-3 est la valeur de l'indice de référence 3 mois avant la date de démarrage des prestations.

L'index retenu pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût de la prestation est l'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index **Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 Identifiant 001710986** à la date d'établissement du prix initial par le candidat et à la date de démarrage des prestations.

11.3 RÈGLEMENT DES COMPTES

12.3.1. Présentation des factures, des états d'acomptes

Outre les mentions légales, les indications suivantes devront apparaître sur les factures :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro du compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- Numéro de la facture ;
- Nom de l'opération [**2025/03L Remplacement d'un comptoir de vente accessible aux PMR, Cafétéria des Sciences Campus Moulin de la Housse**] ;
- Date de facturation.

Les factures devront reprendre **les éléments de la décomposition du prix global et forfaitaire** :

- La numérotation des ouvrages ;
- Le descriptif des ouvrages ;
- L'unité de mesure applicable ;
- Les quantités vérifiées par l'entreprise ;
- Le prix unitaire ;
- L'état d'exécution au cumulé depuis le début du marché ;
- L'état d'exécution antérieur du présent état d'acompte ;
- Le montant total en HT de l'état d'acomptes à payer ;
- Le taux et le montant de la TVA applicables de l'état d'acomptes à payer ;
- Le montant total en TTC de l'état d'acompte à payer.

12.3.2. Transmission des factures, des états d'acomptes

Les factures établies par le titulaire seront impérativement et exclusivement transmises via la plateforme « CHORUS PORTAIL PRO » (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Lors du dépôt des demandes de paiement sur ce portail, le numéro SIRET du Crous de Reims (**185 102 001 00327**) devra obligatoirement et systématiquement être renseigné. Le code service du lieu d'exécution des prestations (**1008 Services centraux**) doit également être renseigné.

Les paiements s'effectueront après service fait selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est de 30 jours calendaire à compter de la date de réception de la facture exacte, ou de la date du service fait, si la facture est émise avant exécution des prestations.

CHAPITRE 2 – CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 11 – CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

Il est expressément stipulé que ces descriptions et indications n'ont pas un caractère limitatif et que les entrepreneurs devront prévoir tous les ouvrages, de leur spécialité, nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, même s'ils ont été omis dans les divers documents du présent marché, et ce sans supplément au prix forfaitaire.

Les travaux devront être réalisés pendant les congés estivaux ou de la Toussaint aux dates de fermetures de la cafétéria des sciences. Les dates de fermeture de la cafétéria sont les suivantes : du 11 juillet 2025 au 22 août 2025 pour les congés estivaux et du 18 octobre 2025 au 03 novembre /2025 pour les congés de la toussaint. Les travaux devront obligatoirement être réalisés et terminés pendant les périodes de fermeture de l'établissement. L'entreprise devra prévoir dans son offre, la remise d'un planning de réalisation des travaux.

11.1 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE LA PRESATATION DE BASE

11.1.1 Déposes & Consignation des réseaux & équipements techniques

Le titulaire du présent marché ne pourra débiter les travaux de déposes pour remplacement du comptoir vitrine, qu'après mise en place des éléments de protection des biens et des personnes, ainsi qu'après consignation des réseaux fluides (CFF / CVP).

Il veillera à conserver en parfait état, tous les équipements techniques qui ne seront pas déposés ou réutilisés. L'entrepreneur est responsable des ouvrages et équipements de la zone travaux, lors de la réalisation de ses prestations de dépose, c'est-à-dire, qu'il devra procéder à la réparation ou au remplacement, à ses frais propres, des ouvrages et équipements endommagés suite aux travaux.

Consignation des réseaux

- La consignation des équipements et réseaux de courants forts et courants faibles est à la charge du titulaire
- La consignation des équipements et réseaux de chauffage, ventilation, plomberie et climatisation est à la charge du titulaire.

Dépose des équipements et réseaux techniques

- La dépose des équipements et réseaux de courants forts et courants faibles non conservés ;
- La dépose des équipements et réseaux de chauffage, ventilation, plomberie et climatisation ;

Localisation : Selon plans, zone d'intervention – Consignation des réseaux et déposes de tous les équipements techniques non réutilisés.

Dépose de l'existant

L'entreprise titulaire devra procéder à la dépose de l'ensemble des éléments composant le comptoir vitrine existant, y compris les équipements restants dans la zone d'intervention. La prestation comprend :

- Le démontage, la dépose et la démolition complète du comptoir-vitrine existante ;
- Tout coupement et/ou descellement, sciage et/ou démolition d'ouvrages nécessaires et bouchements ;
- Tous accessoires et sujétions de déposes, démolitions ;
- L'évacuation des équipements et gravois en zone de stockage, compris tri sélectif et enlèvement en décharge appropriée ;

Ce listing est non exhaustif.

NOTA : Les alimentations courants forts et faibles seront réutilisés, la dépose se fera donc avec soins pour réutilisation dans le nouveau mobilier (hors appareillages à remplacer).

Localisation : Ensemble de la zone d'intervention

11.1.2 Déménagement des équipements conservés

Le titulaire devra réaliser le déménagement, le stockage et l'inventaire des équipements existants que le Maître d'Ouvrage souhaite conserver et réutiliser.

Les équipements conservés seront réinstallés par le Maître d'Ouvrage après la réception de l'opération. Il s'agit notamment de :

- Ensemble des denrées en stockage sec sous le comptoir existant ;
- Caisse enregistreuse.

Ce listing est non exhaustif.

Les équipements restant dans la zone d'intervention au moment du démarrage des travaux seront considérés comme des gravois ou déchets à évacuer ou à valoriser.

Les matériels conservés seront stockés soigneusement sur site dans un local mis à disposition par la Maîtrise d'Ouvrage.

Localisation : Selon plans, zone d'intervention – Déménagement, stockage des matériels conservés et évacuations des équipements non conservés.

11.1.3 Protection des ouvrages

L'entreprise titulaire du présent marché aura en charge la mise en place, le maintien pendant la durée du chantier puis le retrait de protection sur l'ensemble des ouvrages contigus existants sur la zone de chantier.

Elle devra également protéger les ouvrages situés dans les circulations pour accéder à la zone de chantier.

Localisation : Ensemble de la zone d'intervention

11.1.4 Fourniture et pose de mobilier sur mesure

Le titulaire aura pour mission les opérations de conception, de fabrication, de fourniture et de mise en œuvre d'un comptoir sur mesure permettant d'intégrer les éléments décrits ci-après (rangements, lave-vaisselle, éviers, vitrines réfrigérées à encastrer, caisse enregistreuse, etc.).

Le comptoir sera composé de :

- **Structure primaire** : structure renforcée en bois, essence « Douglas », de sections appropriées et de classe 0. Cette structure formera le châssis du comptoir sur mesure.
- **Piètements** : la structure primaire devra être posée sur des piètements de meuble en tubes d'acier inoxydable 304, possédant des patins antidérapants. Hauteur 15.00 cm. Les piètements seront réglables en hauteur pour assurer la bonne mise à niveau de la structure.

Les piètements sont destinés à recevoir des plinthes en tôle d'acier inoxydable 304 d'épaisseur 20/10ème qui seront clipsées sur les pieds de meuble. Elles comprendront des joints inférieurs et supérieurs en caoutchouc.

- **Parement primaire** : Habillage panneaux de particules mélaminé haute densité, épaisseur 19.00 mm certifié PEFC. Ils seront assemblés sur la structure primaire par collage et fixations mécaniques. Ils permettront d'aménager les niches de rangement et les réservations pour mise en œuvre des équipements (lave-vaisselle, évier...)
- **Parement de finition** : L'entrepreneur devra réaliser l'habillage de l'ensemble des panneaux mélaminés de parement primaire par des tôles d'acier inoxydable 304, brossé grain 220, d'épaisseur 20/10ème. Les fixations de ces parements seront rendues invisibles. Un contraste visuel marqué devra être réalisé au niveau du champ, conformément aux prescriptions d'accessibilité pour les personnes déficientes visuelles.
- **Portes coulissantes** : L'entrepreneur devra prévoir la fourniture et la pose de 2 portes coulissantes à 2 vantaux (soit 4 vantaux). Elles seront mises en œuvre sur double rail haut et bas. Finition Acier inoxydable,

brossé grain 220, épaisseur 20/10ème. La prestation comprend la fourniture et la pose de poignée de manœuvre fixées mécaniquement pour que les vantaux coulissent.

La prestation comprend toutes les coupes, découpes, percements, réservations, accessoires de finition et sujétions de mise en œuvre pour permettre la fabrication de ce comptoir sur mesure.

Caractéristiques spécifiques :

- Comptoir surélevé avec tablette en inox surélevé sur 2400.00 mm de longueur par 420.00 mm de profondeur ;
- Le comptoir devra intégrer un renforcement de 300.00 mm de profondeur permettant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR), conformément à la réglementation en vigueur ainsi qu'une hauteur de 700.00 mm au niveau du comptoir PMR,
- Niche pour l'intégration d'un lave-vaisselle (largeur 570.00 mm, hauteur 815.00 mm, profondeur 590.00 mm).
- Niche pour l'intégration d'un dépose plateau, compris tablette dépose plateau ;
- Aménagement des placards bas par tablettes ;
- Réserve pour intégration de l'évier composé de 1 bacs en tôle d'acier inox 18/10 moulés ou avec cuves électrosoudées 400.00 x 400.00 x 400.00 ;
- L'abaissement sur 700.00 mm de longueur pour la banque d'accueil PMR ;
- Les réservations pour passage des PCN, prises RJ45, alimentation EFS et ECS et tous autres réseaux de courants forts, courants faibles et plomberie ;

Ce listing est non exhaustif.

Dimensions approximatives :

- Largeur : 5 460 mm
- Profondeur : 1 000.00 mm
- Hauteur : 700.00 / 800.00 / 900.00 / 1 100.00 mm

NOTA : L'ensemble des fixations utilisées devra posséder des têtes fraisées pour finition au nu du parement. Dans l'absolu, les têtes de fixation sont rendues invisibles de par leurs emplacements.

Localisation : *Suivant plans d'implantation et vue 2D de principe, comptoir de la cafétéria des Sciences en remplacement de celui préalablement déposé.*

Robinetterie de l'évier

L'entreprise doit procéder à la fourniture, à la pose et au raccordement d'un mitigeur sur plan à commande automatique comprenant :

- Mitigeur monotrou ;
- Bec tube mobile ;
- Douchette mobile incorporée ;
- Corps lisse chromé ;
- Aérateur encastré 5L/min ;
- Limiteur de débit 50% déverrouillable ;
- Ouverture en position eau froide

Dimensions à valider avec la maîtrise d'ouvrage.

Localisation : *Suivant plans d'implantation et vue 2D de principe, axé entre les 2 cuves moulées.*

Attentes et Raccordement en eau

L'entreprise titulaire du présent marché doit réaliser le raccordement des nouveaux équipements depuis les attentes existantes.

La prestation comprend la fourniture et la pose de :

- Nouveaux flexibles tressés inox ;
- Nouvelles vannes d'arrêt à boisseau sphérique ¼ de tour sur chaque alimentation d'appareil ;
- Canalisations d'eau froide et d'eau chaude en tube cuivre écroui (les tuyauteries passant en plinthe du meuble existant sont à remplacer sur l'ensemble de l'emprise du futur comptoir) ;
- Canalisations d'évacuation en tube PVC non plastifié (les tuyauteries passant en plinthe du meuble existant sont à remplacer sur l'ensemble de l'emprise du futur comptoir) ;
- Attentes en eau froide, eau adoucie, eau chaude et eaux usées à destination de l'évier et du lave-vaisselle.

Localisation : *Espaces « comptoir et libre-service ».*

Vitrine réfrigérée flux arrière 3 niveaux sur réserve réfrigérée

L'entreprise devra procéder à la fourniture et à la pose, compris raccordement, d'une vitrine réfrigérée flux arrière avec 3 niveaux sur réserve réfrigérée respectant strictement les directives AFNOR AC D40-004 en matière de distribution de repas en restauration collective.

La vitrine sera alimentée depuis le tableau divisionnaire existant et disposera d'un thermostat digital. L'alimentation électrique sera reprise depuis l'ancienne armoire réfrigérée, dans la mesure du possible, et sous réserve de sa conformité et de sa capacité à alimenter les nouveaux équipements :

Équipements standards :

- 3 étagères réglables en hauteur ;
- Eclairage LED sous les étagères et le plafonnier (éclairage étanche 4000°K, 210 lm – équivalent à 2 x 75W incandescent) ;
- Groupe compresseur (gaz réfrigérant R455a) ;
- Groupe compresseur Eco-Power émission moyenne 60 dBA ;
- Grille d'aération côté public ;
- Tableau de commande côté service ;
- Réserve réfrigérée par froid ventilé ;
- Bac d'évaporation intégré.

Dimensions approximatives :

- Largeur : 2 300 mm ;
- Profondeur : 830 mm ;
- Hauteur : 1 710 mm.

Réfrigération :

- Groupe compresseur au R455a ;
- Plage de température : +2°C jusqu'à +10°C ;
- Dégivrage et évaporation de l'eau de dégivrage automatiques.

Directives :

- Conforme aux normes CE ;
- Fabrication conforme aux normes en matière d'hygiène et de sécurité ;
- Matériel répondant aux normes européennes en matière de législation alimentaire.

Localisation : Vitrines réfrigérées sur réserve réfrigérée, conformément aux plans de principe.

11.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE LA PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE : Fourniture, pose et raccordement d'un lave-vaisselle

Le titulaire devra procéder à la fourniture et à la pose y compris le raccordement, d'un lave-vaisselle respectant strictement les directives AFNOR AC D40-004 en matière de distribution de repas en restauration collective.

Caractéristiques techniques :

- Acier inoxydable AISI 304 résistant à la corrosion ;
- Connexion électrique monophasée ;
- Tension d'alimentation 400238 (NK1) : 230 V/1 ph/50 Hz ;
- Puissance électrique totale : 5.65 kW ;
- Puissance de la pompe de levage : 0.736 kW ;
- Tuyau d'alimentation en eau en PVC avec raccords métalliques résistant aux pressions d'eau élevé ;
- Les panneaux avant et latéraux, la porte et le réservoir de lavage sont fabriqués en matériaux lourds.

Caractéristiques spécifiques :

- Système de lavage doté d'un bras de lavage rotatif à haut rendement pour lavage professionnel ;
- Température du cycle de lavage : 55-65°C ;
- Température du cycle de rinçage à chaud : 80-90°C ;
- Émission moyenne 70 dBA ;
- Protection contre l'eau IPx4 ;
- Fermé au dos par une plaque de recouvrement ;
- Surfaces lisses pour faciliter le nettoyage ;
- Cycle d'autonettoyage automatique ;

- Présence de la pause variable après le lavage et avant le rinçage pour garantir qu'aucune goutte d'eau sale ne tombe sur les articles propres à la fin du cycle de lavage ;
- Présence d'un panneau de commande simple avec affichage numérique permettant de personnaliser les durées et les températures des cycles de lavage et de rinçage, ainsi que de préciser les quantités de produit de rinçage et de détergent en fonction des besoins ;
- Service simple depuis l'avant ;
- Cycle de 120/180 secondes ;
- Bras de lavage/rinçage faciles à retirer pour le nettoyage ;
- Un panier à couverts jaune et un panier pour 18 assiettes plates.

Dimensions approximatives extérieures :

- Largueur : 600 mm ;
- Profondeur : 648 mm ;
- Hauteur : 830 mm.

Dimensions approximatives intérieures :

- Largeur : 500 mm ;
- Profondeur : 500 mm ;
- Hauteur : 330 mm.

Directives :

- Conforme aux normes CE ;
- Fabrication conforme aux normes en matière d'hygiène et de sécurité ;
- Matériel répondant aux normes européennes en matière de législation alimentaire.

Localisation : *Suivant plans d'implantation et vue 2D de principe*

11.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire est censé s'être engagé dans ce marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui sont parfaitement connus :

- Les modalités d'accès par la voirie,
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.

Le titulaire du marché ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Avant toute opération, les contrôles suivants sont effectués :

- Exactitude des repères de référence, dans la limite des tolérances admises (niveaux, nus, axes).
- Conformité des ouvrages réalisés et directement liés à ceux qui doivent être posés.

En cas d'erreur relevée, celle-ci doit être signalée sans retard, afin de permettre les rectifications éventuellement nécessaires, dans les délais prévus au planning.

11.4 CONDITION D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.7.1 Base vie et accès au chantier

Le titulaire aura l'obligation d'entretien des locaux ainsi que leur nettoyage hebdomadaire.

La restitution des locaux devra comprendre la remise en état en cas de dégradations.

La zone de stockage ne pourra se limiter qu'aux locaux concernés par les travaux.

Un constat général avec reportage photographique à la charge du titulaire devra être réalisé afin d'établir un état des lieux au démarrage ; ainsi que des cheminements de chantier, volume concerné par les travaux, les installations de chantier (périmètre d'évolution de l'entreprise).

Il devra prévoir dans son offre la remise en état des tous les éléments dégradés après son intervention.

L'accès au chantier pour les travaux se fera obligatoirement suivant les indications et directives du maître d'ouvrage.

L'entreprise disposera d'une clef afin de fermer les portes en fin de journée, qu'elle restituera en fin de chantier.

11.7.2 Préservation des ouvrages et mobiliers existants

Le titulaire devra au cours de ses interventions, prendre toutes les dispositions qu'il jugera utiles pour préserver de façon efficace les ouvrages et éventuels mobiliers préexistants, et ce compte tenu des travaux qu'il aura à réaliser et des moyens qu'il compte employer.

Le titulaire sera considéré comme responsable des dégradations éventuelles qui pourraient en résulter.

Une fois tout ou partie de ses travaux effectués, le titulaire demeure responsable de la préservation des ouvrages réalisés, à ce titre il devra dans le cadre de son marché, effectuer la mise en place des dispositifs d'interdiction provisoires ou définitives ainsi que des protections utiles à leur préservation.

11.7.3 Nettoyage du chantier

Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur aura à sa charge le nettoyage au fur et à mesure de l'avancement des travaux ainsi que l'enlèvement quotidien de tous les gravats à la décharge publique.

Chaque entreprise aura à sa charge le nettoyage minutieux, le repliement de ses installations de chantier, des outils et matériaux entreposés à la fin du chantier.

Après chaque intervention, l'entreprise ayant terminé une tâche doit réaliser un nettoyage fin dans les locaux où elle est intervenue. Elle l'assurera avec le plus grand soin.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'Ouvrage pourra à tout moment faire procéder, par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de déchets, les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause.

Localisation : Sur l'ensemble des zones de travaux de la présente entreprise y compris cheminements vers les zones de chantier.

11.7.4 Dispositions relatives aux déchets de chantier

9.3.4.1. Gestion des déchets

Chaque entreprise détaillera les moyens techniques qu'elle propose afin de réduire la production de déchets.

Chaque entreprise aura également l'obligation :

- envers l'entreprise mandataire le cas échéant, de la gestion des déchets de lui fournir toutes les informations nécessaires à la mise en place de la gestion des déchets. Lors de la phase de préparation de chantier, chaque entreprise devra définir la nature et de la quantité de chaque déchet produit lors de cette opération ;
- sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux modalités de collecte (ex : non mélange, lieux de stockage intermédiaires aux postes de travail, etc.) et aux bonnes pratiques de gestion des déchets propres à l'opération ;
- de maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont elle a la charge,
- de trier (ou non mélanger) les déchets selon l'organisation choisie et en particulier de ne pas mélanger les déchets dangereux avec les autres types de déchets.

Sur le chantier, il est strictement interdit de :

- brûler les déchets,
- d'abandonner ou enfouir sur le chantier ou en-dehors, les déchets,
- de recourir à des filières, collecteurs ou des sites de traitement non réglementaires ou non autorisés,
- de déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement.

L'entreprise devra proposer un schéma d'organisation des déchets, conforme au cadre fourni dans le DCE, en précisant :

- le degré de non mélange et de tri qui sera réalisé,
- les moyens mis en place pour le tri des déchets (type de contenant, localisation, etc.),
- les filières de traitement vers lesquelles sera acheminé chaque type de déchets, en privilégiant le recyclage et en mentionnant les plates-formes de regroupement par lesquelles ils pourront transiter,
- les moyens humains mis en œuvre pour la gestion des déchets et sa surveillance,
- les moyens de formation et de sensibilisation des ouvriers.

9.3.4.2. Modalités de suivi de la gestion des déchets :

Chaque entreprise apportera au maître d'ouvrage la preuve de la destination des déchets et de la conformité à la réglementation de cette destination. Pour cela le(s) bordereau(x) de suivi de déchets joint(s) devront être élaborés et intégrés dans le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés).

Si une entreprise ne souhaite pas participer à la gestion des déchets mise en place sur le chantier car elle possède sa propre filière de traitement de déchets, elle devra fournir au maître d'ouvrage un justificatif.

11.8 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE

L'Entrepreneur sera tenu entièrement responsable de tous les accidents de quelque nature que ce soit, à dater de l'ordre de service de commencer les travaux.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre ne pourront être inquiétés ou recherchés à ce sujet. Le seul fait de soumissionner vaut renonciation à tous recours de quelque nature que ce soit envers le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

11.9 QUALIFICATION DU TITULAIRE

L'Entrepreneur réalisant les travaux devra :

Soit posséder la certification nécessaire pour réaliser les prestations.

Soit présenter des références équivalentes.

11.10 PRESCRIPTIONS - NORMES – DUT

Les ouvrages entrant dans la composition de la présente consultation seront réalisés conformément aux dispositions des Documents Techniques Unifiés, ainsi qu'aux Normes et Prescriptions de mise en Œuvre des fabricants.

D.T.U DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES

L'entreprise devra se conformer aux normes en vigueur telles que :

- Normes françaises : ensemble des normes françaises homologuées éditées à la date du lancement de la consultation.
- Normes des fabricants

PRESCRIPTIONS DE MISE EN OEUVRE

- Prescription de mise en œuvre des fabricants

11.11 DOCUMENTS À FOURNIR

L'entrepreneur titulaire de cette consultation remettra pendant la phase de préparation de chantier les documents techniques et avis techniques relatifs aux matériaux et procédés utilisés et notamment :

Pour le comptoir

PLAN DE FABRICATION

Les plans de fabrication, détails et croquis justifiant des dispositions prises. Ces documents préciseront :

- Les axes de calepinage,
- Le cas échéant les pentes, relevées.
- Les détails de seuil

Ils seront soumis au maître d'ouvrage et au bureau de contrôle.

FICHES TECHNIQUES

- Fiches et avis techniques des matériaux utilisés

ÉCHANTILLONS

- 1 échantillon de chaque produit dans la dimension demandée
- 1 échantillon de chaque produit coupé en dimension 7cm X 7cm pour permettre la réalisation d'une plaquette de présentation au Maître de l'Ouvrage.

Pour le lave-vaisselle.

Le titulaire devra transmettre les fiches techniques relative au matériel fournit.

ARTICLE 11 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

11.1. VÉRIFICATIONS TECHNIQUES

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer à tout moment par un organisme de son choix, les expertises qu'il estimera nécessaires.

Le titulaire s'engage à être représenté lors de ces visites. En cas de travaux non-conformes aux prescriptions du marché révélé par ces vérifications, l'ensemble des frais de mise en conformité afférents sont à la charge du titulaire.

11.2. OPÉRATIONS DE RÉCEPTION

La réception se déroule comme stipulé à l'article 41 du CCAG – Travaux.

11.3. TRAVAUX DÉFECTUEUX

Lorsque les matériaux ou le mode d'exécution d'une partie quelconque des travaux ne seront pas conformes aux spécifications correspondant au présent chapitre, cette partie sera considérée comme défectueuse. Tout travaux considérés comme défectueux sera démoli et repris avec l'approbation du Maître d'œuvre, aux frais du titulaire.

11.4. PÉNALITÉS

Les pénalités et réfections sont applications en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels.

Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du présent marché.

Les réfections sanctionnent la mauvaise exécution des travaux.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, des fluides et d'eau du fait des compagnies distributrices.

Par dérogation, à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités seront dues dès qu'elles atteignent ou dépassent le montant de 500,00 € HT.

11.4.1. Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités pour retard sont appliquées sur simple constatation du maître d'ouvrage.

En cas de dépassement du délai global de réalisation de l'ouvrage, une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard sera appliquée. Si ce retard est lié à un défaut de fournisseur, auquel cas la présentation de justificatifs est exigée.

Par dérogation aux articles 19.2.2 et 19.2.3 du C.C.A.G - Travaux, le titulaire subira en cas de retard dans la remise du dossier d'exécution, des pénalités journalières d'un montant de 100 € par jour calendaire, plafonnées à 20 % du montant du marché.

Le retard est apprécié en fonction du délai global de réalisation de l'ouvrage validé par le titulaire et, le cas échéant, en fonction du planning recalé avec le maître d'ouvrage et validé par les deux parties.

Conformément à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux, les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

11.4.2. Pénalité pour non-respect de protection des ouvrages existants et des lieux et pour non-respect des dispositions relatives au déchets

En cas de non-respect par le titulaire des stipulations du cahier des clauses particulières et en cas de dégradation des parties communes du site du fait du titulaire, une pénalité de 100 € sera appliquée par manquement constaté après établissement d'un état des lieux contradictoire.

En cas de non-respect des dispositions relatives au déchet, il sera appliqué une pénalité de 500 euros par événement constaté après transmission d'un courrier de mise en demeure resté sans suite.

Ces pénalités s'ajoutent aux mesures complémentaires que le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer pour remédier aux manquements.

11.5. MESURES COERCITIVES DIVERSES

Conformément aux articles 52.1 et 52.2 du CCAG -Travaux, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de services, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision notifiée par écrit.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des prestations peut être ordonnée à ses frais.

La poursuite des travaux est organisée selon les termes de l'article 52.3 du CCAG-Travaux.

Pour tout manquement du titulaire aux prestations de remise en état des lieux et par dérogation à l'article 37.3. du CCAG-Travaux, une pénalité de 50 € sera appliquée par jour de retard au titulaire qui n'aura pas procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de la décision de réception.

ARTICLE 12 – DÉROGATION AU CCAG – Travaux

Conformément à l'article 1^{er} du CCAG-Travaux, le présent marché déroge aux stipulations suivantes de ce même CCAG - Travaux :

CCP Déroge au CCAG-Travaux

Article 11.4..... Article 19.2.1

Article 11.4.1 Articles 19.2.4 ; 19.2.2 et 19.2.3

Article 11.5 Article 37.3

En cas de contradiction entre le CCAG-Travaux et le présent CCP, les clauses de ce dernier prévalent.